

Lauragais. Les syndicats poursuivent leur lutte contre la réorganisation au sein des trésoreries

Par [Paul Halbedel](#) Publié le 25 Jan 21 à 14:10

Mercredi 20 janvier, les syndicats CGT et Solidaires tenaient une conférence de presse dans le Lauragais pour évoquer leur combat contre le nouveau réseau des finances publiques.

Boris Beaudoin et Christophe Dété ont fait le point sur la mobilisation de l'intersyndicale, en lutte depuis plusieurs mois contre la nouvelle organisation des finances publiques en Haute-Garonne et dans le Lauragais. (©Paul Halbedel – Voix du Midi Lauragais)

*Alors que la **Direction générale des Finances publiques (DGFIP)** a communiqué il y a quelques jours la nouvelle organisation de son réseau en **Haute-Garonne** avec notamment la création de plusieurs **points d'accueil de proximité**, les syndicats **CGT** et **Solidaires** sont quant à eux bien décidés à poursuivre leur combat contre ce projet intitulé « **Nouveau réseau de proximité** ».*



*Mercredi 20 janvier 2021, **Boris Beaudoin**, militant [CGT Finances publiques](#) et **Christophe Dété**, militant [Solidaires Finances publiques](#), ont ainsi tenu une conférence de presse à **Caraman** pour faire un point sur la mobilisation en cours.*

Le soutien de nombreux élus

*Les deux militants syndicaux ont tout d'abord mis en avant le soutien affiché par de nombreux élus du Lauragais, rappelant qu'une **vingtaine de communes** ont déjà pris une délibération marquant leur opposition à ce nouveau réseau de proximité et que les élus de la communauté de communes **Terres du Lauragais** ont également voté à l'unanimité une motion similaire.*

*Ils évoquaient par ailleurs les courriers adressés par la sénatrice **Emilienne Poumirol** au ministre délégué en charge des comptes publics, **Olivier Dussopt** et par **Bernard Bagnéris**, conseiller départemental du canton de Castanet-Tolosan, au directeur des Finances publiques, **Hugues Perrin**, ou encore le vœu voté par le **Conseil départemental de la Haute-Garonne** et l'avis émis par le **Conseil économique et social régional (Ceser)**.*

« Un problème de respect de la démocratie »

*Si **Boris Beaudoin** se félicite que l'intersyndicale partage son combat avec la grande majorité de la classe politique locale, le militant s'interroge quant au peu de crédit accordé par l'Etat aux élus locaux :*

"Cela pose un vrai problème de respect de la démocratie. Il y a de nouveaux conseils municipaux qui se sont installés il y a quelques mois, l'Etat a incité les citoyens à s'engager dans la vie locale et quand ils sont élus et qu'ils délibèrent on ne tient absolument pas compte de leur avis et notre direction leur répond : "On s'en fout, on fait quand même !". C'est ce qu'elle a fait, depuis le 1er janvier, en fermant la trésorerie de Baziège et en transférant le service de recouvrement de Caraman vers Toulouse-Rangueil."

Et les deux militants syndicaux poursuivent leur argumentaire en pointant du doigt certaines « contradictions et paradoxes » de l'Etat :

"L'état vient de lancer le programme Petites villes de demain qui prévoit d'accompagner 1 580 communes dans toute la France avec près de 3 milliards d'euros d'aides sur six ans. Ce qui est paradoxal, c'est qu'en Haute-Garonne, quand on regarde la liste des communes sélectionnées, on retrouve un grand nombre de celles où la trésorerie a été supprimée ou bien où elle est menacée de fermeture ou de réorganisation alors même que l'un des objectifs clairement annoncé de ce programme, c'est de permettre de financer des services publics de proximité. Fermer des trésoreries pour les remplacer par des permanences en Maison France Services, ce n'est pas renforcer le service public ! Et puis il y a quelque chose d'assez contradictoire : dans la présentation du programme il est écrit que l'Etat n'imposera pas sa vision. Mais quand les élus demandent de ne pas fermer les trésoreries, on ne les écoute pas !"

Suppressions d'emploi

Parmi les points d'inquiétude soulevés par Boris Beaudoin et Christophe Dété, figure également la question de l'emploi au sein des services des finances publiques :

"Pour cette année, on dénombre 1 800 suppressions d'emploi dont 53 au niveau départemental et 11 au niveau du service des impôts des particuliers. [...] Ce que l'on dénonce dans la stratégie de notre direction, c'est qu'elle n'obéit qu'à la seule logique comptable. C'est la pire année en termes de suppression d'emplois alors même que nous sommes dans une période de crise sanitaire avec des difficultés pour tout le monde."

« Tout le monde est perdant »

*Les deux syndicalistes s'alarment notamment de la situation au sein de la trésorerie de **Castanet-Tolosan** qui se verra attribuer à partir du 1^{er} septembre la gestion de **plusieurs Ehpad situés au nord de Toulouse** et des **deux hôpitaux de Revel et Muret**.*

*Avant de citer également l'exemple de la **trésorerie de Revel** qui récupérera, toujours au 1^{er} septembre, la gestion des collectivités des secteurs sud (ancien canton de Nailloux) et centre (ancien canton de Villefranche-de-Lauragais) de [Terres du Lauragais](#).*

"Quand on regarde le mot réforme dans le dictionnaire, la signification c'est le fait de modifier en apportant des améliorations. Mais dans ces cas de figure-là, il n'y a aucun point positif ! Tout le monde est perdant : les usagers, les collectivités et les collègues. Et l'on casse le lien de proximité !"

Haro sur les points d'accueil de proximité

*Enfin, les deux syndicalistes dénoncent la communication de la Direction générale des finances publiques au sujet des **nouveaux accueils de proximité déployés dans différentes communes du territoire** :*

"Quand la trésorerie de Baziège était ouverte deux jours par semaine, la permanence sera accessible une demi-journée par semaine. Elle est où l'avancée ? Et pourquoi faire le choix de supprimer des lieux d'accueil dans des structures existantes avec des agents déjà formés et de les remplacer par des accueils de proximité où l'on enverra des collègues qui devront être capables de répondre sur tout l'éventail des compétences. A moins que l'on ne décide, comme l'idée a aussi été avancée, de former des agents de Maisons France Services qui devront du jour au lendemain avoir réponse à tout ?"

*Pour illustrer son propos, Boris Beaudoin avance d'ailleurs l'exemple de la commune de Caraman où la DGFIP a récemment lancé un appel aux élus afin qu'ils proposent un local pour y installer un point d'accueil proximité : « Sur ce dossier-là, **il y a un chantage pas très correct de la part de la DGFIP** qui explique que s'il n'y a pas de point d'accueil à proximité, c'est parce que la mairie ne veut pas mettre de local à disposition dans le cadre d'une convention. Mais ce local, il existe bien et c'est la trésorerie ! C'est là que la mairie souhaite que cet accueil soit installé. »*

*Pour l'ensemble des raisons évoquées lors de leur conférence de presse, les représentants des syndicats Solidaires et CGT entendent poursuivre leur mobilisation dans les semaines à venir. « **Nous ne lâcherons pas car dès qu'un service public flanche sur un territoire, ce sont les autres qui sont automatiquement menacés** », insistent-ils.*